

**25 novembre 2019 – Journée des Territoires
propos d'ouverture C Grivel**

Bienvenue à tous, vous qui venez des villes ou bien des champs, et merci !

Votre présence nombreuse ici à la halle Pajol pour ces 2èmes journées des territoires et de leurs acteurs, (plus de 220 personnes inscrites sur les 2 jours), montrent que l'intuition était juste de :

- vouloir remettre les métiers au cœur du projet pour développer des conduites coopératives du changement au service de la transition.

C'était le thème des journées de 2018, au moment même où les gilets jaunes commençaient à se mobiliser sur les ronds-points pour écrire une nouvelle séquence de l'histoire des mouvements sociaux.

Nous sommes revenus cette année encore à Paris pour continuer à construire ensemble plus de maturité coopérative selon l'expression de l'institut des territoires cher à Anne et Patrick Beauvillard.

Nous savons combien c'est compliqué, parce que c'est d'abord une aventure humaine. C'est compliqué parce que tout s'accélère dans une société bousculée par les usages du numérique. C'est compliqué avec les nouveaux modes de consommation et de communication, avec des temporalités qui ignorent à peu près tout des processus de maturation et de coconstruction, avec des gouvernances sous influence d'une pensée unique au service de la financiarisation d'une économie, dont l'objet n'est plus celle du progrès social et de l'émancipation des peuples et des citoyens.

C'est tout cela qui conduit au recul de la démocratie et du partage des valeurs de la République et à l'émergence de l'individualisme en même temps que des communautarismes.

Dans ce contexte, cette année 2019 a été à bien des égards, assez exceptionnelle parce que de nouvelles formes d'expressions se sont démultipliées depuis les ronds-points, jusqu'aux assemblées citoyennes qui s'auto organisent un peu partout pour construire du projet commun et retrouver du sens, en passant par les lycéens qui interpellent les décideurs avec la grève pour le climat, et l'écologie qui s'invite dans le scrutin électoral comme dans les pratiques de l'agrochimie et de la gestion du foncier communal.

Les tensions sont fortes. La violence est parfois trop présente, les points de vue difficilement conciliables entre ceux qui prédisent une fin prochaine du cycle du vivant et ceux qui veulent continuer à librement s'enrichir parce que c'est la loi du marché et que ça finira bien par bénéficier aux pauvres.

Les territoires ruraux et urbains sont bousculés par ces tensions et partagent les mêmes difficultés, renforcées par les carences d'une vraie politique publique d'aménagement et de développement de tous les territoires.

Et pourtant il n'y a pas de territoire sans devenir !

L'abandon progressif des services dits non rentables au profit de la privatisation de ceux qui rapportent de l'argent parce qu'ils touchent plus de monde, est une réalité douloureuse. Il suffit de voir ce qui se passe en ce moment dans le domaine de la santé et dans les hôpitaux.

Cela conduit à l'hyper concentration des richesses autour des grands unités urbaines qui captent à la fois l'activité économique et les services, tout en concentrant également les très grandes pauvretés dans une totale absence de mixité sociale.

Nous avons espéré que le mouvement des gilets jaunes et les promesses de la mise en débat de tout ce qui contrariait la construction d'une vraie cohésion sociale et territoriale, allaient provoquer un sursaut national et des inflexions significatives des politiques publiques pour plus de justice sociale.

Nous avons espéré que la demande de reconnaissance, de prise en compte des réalités du vécu réel d'une grande majorité de nos concitoyens et des aspirations fortes à être non seulement entendus, mais aussi associés aux décisions, allaient remettre les pendules à l'heure, réinvestir chacun dans sa responsabilité individuelle et collective et faire redescendre les élites du socle de leurs certitudes...

La participation importante au grand débat national a montré qu'il y avait un potentiel, mais la sociologie et l'âge moyen des participants a vite souligné les limites. Cette séquence a aussi révélé que le traitement par algorithme des propositions ne permettait pas de faire un projet commun de société et que les champions de la communication par mots clefs reprenaient vite le pouvoir. On vous a entendu mais on continue comme avant parce que nous savons ce qui est bon ... bon pour qui au fait ? pas pour nous à coup sûr nous dit une grande majorité de nos concitoyens.

Et pourtant l'urgence est là. Nous l'avons encore vécu cet été avec une nouvelle période de canicule qui a succédé à celle de l'année précédente, ne respectant en rien les cycles classiques de la climatologie. Tous les prévisionnistes doivent revoir leur logiciel et plus personne ne conteste les alarmes du GIEC tombées au bon moment cet été.

Mais en quoi cela change nos façons de travailler, nos modes de faire, nos méthodes de gouvernance à toutes les échelles ?

Et pourtant l'urgence sociale est là avec des conditions de subsistance de plus en plus aléatoires pour les précaires, les sans-papiers, les travailleurs pauvres et les sinistrés des nouvelles règles de pôle emploi...

Mais en quoi cela change le modèle économique toujours plus libéral, plus consommateur de ressources non renouvelables, plus pollueur, plus destructeur des sols, de la qualité de l'air et de l'eau, plus générateur de guerre, de conflits et de crises parce que cela fait augmenter le PIB ?

Comment agir sans subir ?

Nous faisons le constat d'une insuffisance de poids des élus, des corps intermédiaires et de la population, pour infléchir les décisions et orientations souvent prises bien loin de nos territoires de vie. Au lieu d'agir nous subissons et quand nous agissons... nous subissons encore le mépris, ou l'absence de réactions concrètes. Cela a été particulièrement manifeste tout au long du mouvement des gilets jaunes ; c'est aussi le vécu de ceux qui au quotidien

essaient de trouver des solutions dignes pour les exilés qui cherchent refuge dans notre pays ; c'est encore le cas pour les partenaires sociaux qui essaient de faire entendre leurs revendications pour préserver les droits à la retraite et à la protection sociale nés des propositions faites par le conseil national de la résistance.

Qu'est devenu l'esprit des jours heureux qui avait su réunir des communistes, des gaullistes, des chrétiens et des athées dans une démarche de mobilisation collective d'une société et d'un territoire national où tout était à reconstruire après 5 ans de guerre ?

Claude Alphandéry qui a été un des acteurs de cette époque nous invitait il y a quelques jours à retrouver cet esprit de la résistance.

Il a raison : il nous faut donc encore travailler, ne pas renoncer, continuer à sensibiliser et construire de nouvelles façons de travailler ensemble dans les territoires et entre les territoires. Le professionnalisme ne doit pas tuer les petites lucioles qui germent grâce au militantisme.

Les élus perdent beaucoup d'énergie à essayer d'exister en prenant des initiatives isolées qui leur donnent l'illusion de pouvoir faire bouger des lignes. Ils ne sont pas assez rassemblés sur des objectifs communs ni assez collectifs dans la manière de les atteindre. La société civile, dont nos associations font partie, est étiquetée et cantonnée dans des couloirs bien séparés qui permettent toutes les instrumentalizations.

Il nous faut donc faire sauter ces barrières et poursuivre, à partir et dans les territoires et les quartiers, l'information et la formation, développer la sensibilisation et l'acculturation à de nouveaux modes de faire pour construire de la maturité coopérative.

Pour peser il nous faut changer de logiciel, réactualiser ensemble le diagnostic participatif impliquant la population, le faire partager, et oser proposer de véritables projets alternatifs à toutes les échelles qui prennent mieux en compte le respect du vivant, humain, végétal et animal et réconcilier les projets de territoires ou de quartier avec la nature et son rythme de régénération pour plus d'harmonie, de dignité et de transformation sociale dans la justice et l'apaisement pour tous.

Il y va de notre santé individuelle et collective et c'est cela l'urgence. La prise en compte des problématiques de santé mentale, de bien être individuel et collectif, de résistance aux pollutions, d'engagement de tous les territoires dans la diversité de leur configuration, dans la construction des transitions sociales et environnementales, sont désormais incontournables.

Non seulement nous voulons des coquelicots mais nous voulons manger mieux, continuer à nous soigner correctement sans risques supplémentaires, mais aussi accompagner toutes les changements nécessaires dans l'agriculture, dans l'alimentation, dans le droit de vivre plus longtemps dans la dignité, dans l'amélioration des ressources et du pouvoir d'achat, des mobilités et de l'accessibilité aux services et aux biens communs, dans le respect et la valorisation de notre cadre de vie.

Nous ne pensons pas que le Président de la République ait réellement entendu la colère, même si le 1^{er} ministre a réellement entendu que le président avait entendu, ni même que les mesures annoncées seront à la hauteur voire même réellement mises en œuvre dans les faits.

Nous ne sommes pas désespérés, nous sommes convaincus qu'il nous faut garder les manches retroussées et continuer à nous y atteler nous-mêmes.

Le travail engagé depuis 2 ans au travers du programme du Carrefour des Métiers porté par l'Unadel avec ses compagnons de route, (l'IRDSU, l'UNAFORIS, le CNFPT, Cap Rural, Les Localos, des labos universitaires à l'initiative de divers séminaires ...) va dans ce sens. « *Développement territorial, transitions et renouvellement de l'ingénierie* » c'est un défi. Cela nous permet d'appréhender de plus en plus précisément les transformations qu'induisent les dynamiques de transitions sur l'ingénierie territoriale mais également les enjeux à traiter comme celui de concevoir une transition « plus inclusive ». Les principes d'action des développeurs territoriaux, le projet, le partenariat, la participation, s'ils restent pertinents, sont réinterrogés avec une plus grande exigence de coopération, de coproduction de l'action, de mutualisation et d'hybridation des ressources, d'implication des parties prenantes (habitants, entreprises, associations...).

Le Carrefour des Métiers ne doit pas fonctionner dans l'entre soi mais rester un espace ouvert aux collaborations, j'aimerais dire aussi aux coopérations... pour que les acteurs locaux fassent évoluer leurs pratiques de développement des territoires.

Nous ne voulons plus subir, nous voulons agir !

Nous voulons agir avec toutes les bonnes volontés et c'est le sens de l'engagement de plusieurs de nos organisations, (52 à ce jour) dans la construction d'un Pacte écologique et social pour le pouvoir de vivre et d'agir dans nos territoires.

C'est aussi le sens de la coconstruction de la fabrique des transitions. Nous pourrons en parler mardi dans la table ronde qui ouvrira, je l'espère, de nouvelles voies pour demain.

En attendant avec le président de l'IRDSU et tous les membres du comité de pilotage du Carrefour des métiers, avec tous les experts et les écoutants de vos expériences et de vos modes de faire dans les territoires, je vous souhaite de trouver ici l'élan et la dynamique qui vous permettront de traverser les grèves de transport d'abord ; élan et dynamique qui vous feront vivre bientôt une nouvelle année exaltante et prometteuse pour la conduite et l'émergence de projets qui faciliteront la construction de coopérations nouvelles et la création de liens pour développer les communs.

Je vous remercie

Claude GRIVEL

Président de l'UNADEL